



Déclaration liminaire FSU

CDEN du 26 juin 2017

Les urnes ont rendu leur verdict : les électeurs ont rejeté sans ambiguïté aux élections présidentielle et législative les candidats du Front National et leur projet xénophobe et antirépublicain. La FSU, a toujours manifesté son opposition à ses orientations. Pour autant, dans ce champ républicain préservé nous mettons en garde contre la poursuite voire l'amplification de politiques libérales qui ne font qu'aggraver le chômage et la précarité en fragilisant les services publics et la protection sociale et en renforçant les inégalités. De ce point de vue, le programme du nouveau président de la République est source de nombreuses inquiétudes. L'annonce de la suppression de 120.000 postes de fonctionnaires est un message désastreux pour l'avenir des services publics et de leurs agents.

Qui peut dire aujourd'hui dans quels services des suppressions indolores sont envisageables ? En vérité, ces annonces ne répondent qu'à un pseudo impératif budgétaire. Impératif qui découle lui-même de l'absence de volonté de changer radicalement la répartition des richesses en vue de la satisfaction des besoins sociaux.

A l'Education Nationale, nous voici dotés d'un nouveau ministre, en la personne de M. Blanquer. Habituellement, dans ces circonstances, la FSU réserve son avis et attend de voir à l'œuvre le nouveau Ministre afin de le juger sur ses actes, quelles que soient les intentions énoncées en amont de sa nomination, par lui ou le président fraîchement élu.

Cependant, en l'occurrence, pour M. Blanquer il existe un précédent.

Nous avons déjà pu le juger sur ses actes, certes pas en tant que Ministre de l'éducation nationale, mais à des responsabilités de haut niveau, notamment en tant que Recteur et DGESCO. A l'époque, dans cette fonction, il a mis en œuvre les coupes budgétaires décidées par Nicolas Sarkozy et il est irrémédiablement associé aux yeux des personnels aux politiques régressives de celui-ci dont les milliers de suppressions de postes et la destruction de la formation initiale des enseignants. Toutes actions que la FSU a dénoncées avec force en son temps. Sa nomination est donc perçue comme une agression par la majorité des personnels.

Quant aux intentions, elles sont contenues dans son livre programmatique, «L'école de demain», paru à l'automne qui a inspiré semble-t-il le programme du candidat Macron. Ce qui y est écrit est dans la droite ligne de ses actions précédentes: renforcement des pouvoirs des chefs d'établissement et des directeurs d'école pour cadrer les politiques pédagogiques de l'éducation nationale. Ceci s'accompagne évidemment du développement de «l'autonomie des établissements» qui est en réalité celle des chefs d'établissement avec la mise en concurrence à tous les niveaux des personnels, des équipes, des écoles et établissements du second degré. C'est l'abandon d'une école donnant les outils de l'émancipation à tous les élèves et un resserrement sur les «fondamentaux» réduits aux seuls mathématiques et français. C'est une formation professionnelle initiale régionalisée où l'apprentissage devient l'alpha et l'Omega de la politique menée en la matière. C'est, comme les premières mesures annoncées le montrent bien dans le cadre de la suppression du dispositif plus de maître que de classe et de la refonte des rythmes

scolaires, l'ignorance, voire le mépris, de l'expertise et de la parole des acteurs de terrain que sont les personnels.

La FSU veut œuvrer à construire l'école de demain: celle de la réussite pour tous, dont les personnels seraient respectés et reconnus, dans le cadre d'un service public national ambitieux, et comme vous l'avez compris nous doutons que cela soit la vision de monsieur Blanquer.